



- COMMUNIQUÉ DE BOYCOTT DU CTM -

L'UNSa Justice, la CGT, la CFDT, C JUSTICE et la FSU, rassemblant onze des quinze sièges du Comité Technique Ministériel ont demandé le retrait de l'ordre du jour du point relatif au statut ministériel des Psychologues que veulent imposer le garde des Sceaux et le secrétariat général.

A moins de 72 heures de la tenue de cette instance ministérielle, le ministre et son administration snobent notre demande au point de ne pas y répondre et ce, quelle que soit la réponse !

Qu'à cela ne tienne !... Par conséquent, nos Organisations Syndicales refusent de siéger en l'état du dialogue social et en l'état du texte statutaire maintenu à l'ordre du jour.

Depuis 2013, ce dossier relatif au statut des Psychologues du ministère de la Justice est sur la table. Manifestement, celui-ci n'a jamais semblé être une priorité pour ce ministère !...

Pire, aujourd'hui, après 8 ans des propositions avancées par l'administration, toutes aussi scandaleuses pour celles et ceux qui se sont engagées au sein des différentes directions de ce ministère, terrée dans un mutisme qui interroge sur sa maîtrise du sujet, l'administration veut forcer le passage d'un projet de statut ministériel des Psychologues **INACCEPTABLE, INDIGNE** pour ne pas dire **MEPRISANT** !

Le projet présenté n'a guère varié de celui rejeté à de multiples reprises par l'ensemble des Organisations Syndicales représentatives. Un scandale !... Une méconnaissance et un mépris inqualifiable à l'égard de ces professionnels !

Et pour clore le tout, l'administration annonce qu'il n'y aura aucune marge de manœuvre, pas de troisième grade, pas de revalorisation indiciaire, pas de possibilité d'intégration pour les contractuels...

Ces derniers devront passer un concours pour intégrer le statut quelle que soit leur ancienneté !... Et pour la reprise de celle-ci, il faudra en faire le deuil !

Pourtant, à de multiples reprises nos Organisations Syndicales ont fait des propositions visant à rendre ce projet vertueux !...

Aussi, nous ne céderons pas au caprice d'un garde des Sceaux peu scrupuleux de nos demandes et bien au contraire, nous continuons à exiger le retrait de ce projet !

Paris, le 25 juin 2021
Les représentants au CTM pour,
UNSa Justice, CGT, CFDT Interco, FSU et C-JUSTICE